

Les contrats-programmes en question

POLITIQUE CULTURELLE Les déçus du plan 2018-2022 s'interrogent

► Les décisions concernant les contrats-programmes en arts de la scène n'ont pas fait que des heureux.
► Les déçus interrogent les critères des instances d'avis.

Suite à l'annonce des décisions dans le domaine des contrats-programmes en arts de la scène, de très nombreuses réactions nous sont parvenues. Enthousiastes, de la part des nombreux nouveaux venus (plus de 40) qui bénéficient pour la première fois d'un contrat-programme. Parmi ceux-ci, quatre bureaux de production et de diffusion que nous avons omis de signaler dans nos éditions précédentes : Habemus papam, Entropie Production, La Chouette diffusion et Mademoiselle Jeanne. Ayant reçu précédemment d'autres types d'aide, tous bénéficient désormais d'un contrat-programme.

D'autres se réjouissent nettement moins et le font savoir. C'est le cas du Magic Land Théâtre qui perd purement et simplement sa subvention. « Il

n'est pas question pour nous d'accepter cette injustice et de disparaître sans faire de bruit », écrit son directeur Patrick Chaboud arguant d'un succès populaire constant envié par bien des confrères.

Même parmi ceux dont la subvention augmente, la déception est parfois au rendez-vous

On se sent mal également du côté de la chorégraphe Michèle Noiret. Si plusieurs compagnies de danse perdent leur subvention, parmi celles qui continuent à en bénéficier, elle est la seule à subir une diminution importante. « *Je suis totalement abasourdie par la nouvelle, reçue par voie de presse, de la diminution de plus d'un quart de ma*

subvention annuelle, soit une amputation de 26,34 % », écrit-elle, soulignant qu'elle ne comprend pas pourquoi seule sa compagnie a été visée malgré un travail reconnu internationalement (Opéra de Paris, Chaillot, Ballet de Marseille, Ballet de Lorraine...) et faisant la part belle à un langage innovant entre danse et cinéma.

Même parmi ceux dont la sub-

vention augmente, la déception est parfois au rendez-vous. On l'a vu avec le Théâtre de l'Ancre, mais aussi avec la compagnie Das Fraulein d'Anne Cécile Vandalem (pourtant l'une des plus en vue ces dernières années) ou le Collectif Mensuel qui n'en finit plus de tourner avec *Blockbuster*. Dans sa lettre ouverte à la ministre, celui-ci fait valoir un bilan exceptionnel : « *Trois spectacles créés en quatre ans, plus de*

500 représentations dans 7 pays différents, 120.000 spectateurs et une moyenne annuelle d'emploi de plus de 10 équivalents temps plein dont 9 artistiques. »

Du côté politique, certains s'interrogent aussi. Mais de manière plus large. Ainsi, le député Ecolo Christo Doukeridis reconnaît la difficulté de l'exercice : « *On voit bien toutes les difficultés qu'il y a pour un ministre à prendre et à défendre un tel ensemble de décisions. Il y a*

toujours une part de déception et un sentiment d'injustice pour certains. On ne peut pourtant nier que c'est là une étape intéressante dans le regroupement des choses et une bonne évolution en matière de gouvernance. »

Mais il s'interroge sur la vision globale de la culture en Fédération Wallonie-Bruxelles : « *Depuis deux ou trois ans, et singulièrement depuis les attentats, on a clamé haut et fort que la réponse se trouvait dans la sécurité mais aussi et surtout dans la culture et l'éducation. Le fédéral a défendu l'idée de sécurité et y a mis les moyens financiers. À la Fédération Wallonie-Bruxelles par contre, il n'y a aucune vision claire pour la culture. Il aurait fallu faire des choix nettement plus forts. Notamment sur le plan financier. On nous dit que le budget de la culture augmente de 12 % mais, dans les faits, cela n'équivaut même pas à l'indexation qui n'a plus été appliquée au secteur depuis 2008. Surtout, on n'a abordé tout cela que de manière technique sans s'interroger sur la vision de ce que doit représenter la culture aujourd'hui. Sans mettre en place une vraie stratégie, en éducation et en culture, permettant de se positionner et de défendre nos valeurs face à la montée des haines, des obscurantismes et des fausses vérités. C'est une question politique qui, je pense, mérite d'avoir sa place dans le débat. » ■*

JEAN-MARIE WYNANTS